N° 3583 — 11e Année — CINQ CENTIMES — Mercredi 29 Novembre 1899

# LE ROAIX-TOURCING

Journal Républicain Quotidien

RÉDACTION
ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon)
TOURCOING, rue VERTE, 53

Siège administratif
Rue Nationale, 51, à Lille

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs. — Un an, 24 francs.

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne.
RÉCLAMES . . . . . 0 fr. 50
FAITS DIVERS . . . . . 0 fr. 75
LOCALES . . . . . 1 fr. 00

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas place de la Bourse, 10

Téléphone

# La question sociale

## Ouvriers, Employés, Paysans, Artistes

Lorsque les meilleurs écrivains de la « conservation » sociale — et parmi eux M. Deschanel — démontrent que la fortune mobilière, loin de se concentrer, se divise de plus en plus et que, par suite, la question ouvrière n'a pas de raison d'être, ils se trompent.

En effet, la question ouvrière n'est pas seulement un problème de répartition des richesses, mais aussi un problème de répartition de pouvoir. Elle est motivée, non seulement parce que la classe ouvrière a conscience qu'elle n'atteindra à l'égalité économique qu'en s'emparant des pouvoirs politiques, mais par la concentration des rouages industriels, qui finit par interdire, dans les grands ateliers, les grandes mines de 100, 500, 1000, 3000, 5000 ouvriers, l'accès au rang suprême, et supprime la classe moyenne industrielle.

Partout où cette concentration existe, la question ouvrière se soulève vivement; là où elle n'existe pas, les ouvriers n'entrevoient guère encore la nécessité d'entrer en lutte avec le capital accapareur. Les récriminations restent sous le manteau de la cheminée.

Au moyen-âge, dans le régime du travail antérieur à la Révolution, l'étroitesse des débouchés défendait le petit atelier. La Jurande avait d'ailleurs pour but de maintenir entre les maîtres une certaine égalité. L'ouvrier n'est qu'un apprenti, qui deviendra maître à son tour, après un certain temps de stage. Il prenait sa servitude en patience — comme aujourd'hui la servitude militaire — parce qu'elle devait prendre fin un jour.

Avec la création de la Manufacture, sous Colbert, les deux camps, patrons et ouvriers, commencent à se dessiner. On voit poindre les premières grèves.

Parcourez les campagnes, les petites villes, la petite industrie y est conservée dans le « bâtiment » ; ailleurs encore. L'accès au patronat est encore facile. La question ouvrière y est à peine entrevue.

Partout où la concentration industrielle ou commerciale est opérée, au contraire, la question ouvrière a pris un vif degré d'acuité.

Parcourez les mines, les forges, les hauts-fourneaux, les filatures, les compagnies de transports, les Grands Magasins et les Grands Bazars, et là où un patron ou une société anonyme commande à des centaines ou des milliers de sous-ordres, la lutte éclate, sourde souvent, parfois ardente et passionnée. Les « meneurs » qui viennent des « classes moyennes déposséddées » prennent la tête des journaliers, ces « loueurs de force » selon le terme consacré, et les conduisent à la résistance et à la bataille dans le domaine à la fois politique et économique.

Le machinisme a constitué une Société inégale de grands patrons et de prolétaires, esclaves de l'usine comme ils s'appelent eux-mêmes. Or, ces esclaves se rappellent de leur origine d'hommes libres. Et s'ils voient le mal dans la répartition des richesses et demandent l'augmentation des salaires, la diminution des heures de travail, l'assurance contre les accidents, la maladie et la vieillesse, ils sont, comme malgré eux, sollicités par la *liberté*, voulant comme d'instinct secouer l'esclavage et se reclasser parmi les hommes libres.

La « question des employés » démontre bien que la question sociale n'est pas seulement une question de répartition de richesses. Là, la « Chambre syndicale des employés » a constitué une ligue formidable qui tend à résoudre la « question des employés » en supprimant la nouvelle concentration des employeurs à l'aide de mesures fiscales (suppression des patentes, etc.)

Si la « question agraire » est moins vive chez nous, c'est que la Révolution a affranchi la terre. Le métayage n'est qu'une forme archaïque de coopération de production, où « l'associé ouvrier, grâce à l'isolement et au défaut de surveillance, exerce la véritable maîtrise. » Mais malgré cela il est trop commun de voir les fermiers (dans le Nord surtout) qui dépendent à tant s'égards des propriétaires, n'être que les « esclaves » des grands propriétaires dont ils afferment les terres. On ne leur passe rien dans le paiement de leurs fermages s'ils ne vont pas à la messe et s'ils n'envoient pas leurs enfants aux écoles congréganistes.

Sans doute, « l'affranchissement de la terre équivaut à l'accès possible pour tous du petit patronat rural. » Mais l'acquisition de terres exige des économies, un petit capital, et ensuite des fonds suffisants pour une exploitation suffisante et productive. Où l'ouvrier paysan trouvera-t-il ces économies et ce petit capital? Voilà pourquoi les grands domaines terriens se reconstituent. La faillite des petits fermiers, des petits propriétaires, permet aux grands propriétaires, aux hauts barons de la finance, de l'industrie et du commerce de reconstituer les grands domaines. Ceux-là sont déjà. Il n'y manque que les « seigneurs. »

A la question ouvrière, à la question des employés, à celle des paysans on pourrait ajouter celle des fonctionnaires, celle des artistes.

A l'heure actuelle, s'agit-il de Théâtre, les artistes sont exploitées de toutes les façons par le Directeur et les Agences théâtrales. Et, par répercussion, les Municipalités et le bon public, sont les dupes et des Directeurs près roublards et des Agences plus malignes et conservatrices à l'instar de la fourmi.

Quand donc le pauvre monde ne se laissera-t-il plus plumer!

DE FAVEROLLES.

# POLITIQUE ETRANGÈRE

## La représentation proportionnelle en Belgique

La Chambre belge a terminé l'œuvre gigantesque laquelle elle était atelée depuis trois mois. Elle a roulé jusqu'au sommet son rocher de Sisyphe et il est à espérer que le Sénat ne le fera pas retomber jusqu'au bas de la côte.

Il a fallu au ministère De Smet De Naeyer beaucoup de ténacité et de courage, à la majorité une loyauté sans défaillance à l'égard de son chef, à ceux des membres dont le nouveau système va tracher la vie politique dans sa fleur beaucoup de désintéressement. au petit groupe des progressistes qui se sont détachés de la coalition libérale-socialiste beaucoup de foi dans leurs principes et de confiance dans l'avenir, pour que cette réforme ait pu venir à bien.

Le dernier scrutin donne une juste idée des difficultés qu'il a fallu surmonter. La majorité n'a été que de 70 voix contre 63 et il y a eu 8 abstentions. En d'autres termes si tout le monde avait voté, c'en était fait de la mesure. Si M. Nyssens avait persisté à proposer le rétablissement du quorum du dixième des voix — amendement dirigé contre les minorités progressiste et socialiste à Bruxelles et directement contraire au principe du projet — la majorité s'émiettait. C'est été la chute du cabinet.

Peut-être la perspective d'un retour de M. Vandenpeerebom a-t-elle effrayé les esprits. Cet homme d'Etat, dont la politique enfardé et provocante avait amené la Belgique à deux doigts d'une révolution en juin dernier, jouit d'une telle impopularité dans son propre parti, qu'il lui a suffi de poser dans l'ombre sa candidature à son ancien et toujours cher département des postes, chemins de fer, télégraphes et marine pour ramener à ses successeurs tous les esprits flottants et les bonnes volontés chancelantes.

Finalement, le cabinet l'a emporté. Il a dû faire passer au lit à bras tendu. Il n'en a que plus de mérite à avoir tenu parole. Voilà donc la Belgique dotée du suffrage proportionnel. C'est une expérience du plus haut intérêt.

Donner à chaque opinion sa part exacte dans la confection des lois et le contrôle du gouvernement, c'est un idéal très rationnel. La paix publique en peut en en doit résulter. Les théoriciens du proportionnalisme en Angleterre — Stuart Mill en particulier qui en fait l'apôtre et dont l'influence, à l'heure actuelle comme celle de Cobden, semble aussi morte sur les masses gangrenées de chauvinisme que celle d'un Sharon ou d'un docteur ecclésiastique — fondaient les plus belles espérances sur l'application de ce principe fécond : il n'a fonctionné que dans quelques sphères strictement limitées et sous une forme mathématiquement imparfaite.

En Belgique, c'est la vie politique du peuple tout entier qui va se trouver soumise à son action. Par malheur, comme il était fatal qu'une cause perturbatrice vînt toujours modifier et altérer l'effet de ce principe, la représentation proportionnelle va commencer à fonctionner en Belgique avec l'addition d'un vote plural et en l'absence du suffrage universel.

C'est une grosse lacune. Il est déplorable que, contrairement à la nature des choses et à la logique immanente, on ait séparé — comme on le dit en Belgique — la R. P. (représentation proportionnelle) du S. U. (suffrage universel). C'est précisément cette disjonction arbitraire qui a empêché les socialistes et la plupart des progressistes à la Chambre de voter pour une réforme qui est dans leur programme, mais qu'ils taxent de mensonge et traitent de trompe-l'œil, en tant qu'isolée et séparée de ses tenants et aboutissants nécessaires.

Seul, M. Lorand, avec quatre de ses amis politiques, a cru devoir demeurer fidèle à ses principes d'autan en votant le projet. Pour ce faire, il a dû Verposer à l'accusation de violer les engagements pris au cours de la crise de juin et de trahir son parti. Il ne s'est pas soucié de ces arguments confondants et sommaires, et il a eu raison.

Tout dépend de l'avenir, des conséquences de la réforme. Si la représentation proportionnelle, même isolée, porte des fruits d'apaisement et de justice, si surtout, comme le soutiennent ses partisans de gauche, elle sert de gage, de prémisse et de préludé à l'établissement du suffrage universel, si elle paralyse les funestes efforts du vote plural et prépare son abolition prochaine, les indépendants auront en raison de braver la discipline erronée des partis et de contribuer à donner à la Belgique une réforme qui pourra lui épargner les frais d'une révolution, mais de la seule façon dont on puisse la faire, c'est-à-dire en en réalisant pacifiquement les effets inévitables.

L'expérience qui s'ouvrira après le vote du Sénat portera donc à la fois sur la valeur propre de la nouvelle institution et sur la sagesse des hommes politiques qui ont, les uns par leurs votes, les autres compromis leurs relations avec des compagnons d'armes éprouvés pour doter le pays d'un système représentatif adéquat et équitable.

# On dit...

Madame Yvette Guilbert a dû subir l'opération de l'ablation du rein droit. MM. les docteurs Allemand, Gibert et Dumrine ont pratiqué cette opération, qui a parfaitement réussi, de 9 heures et demie à 11 heures, et est rédigé le bulletin de santé suivant :

« L'ablation du rein droit a été pratiquée dans d'excellentes conditions : la malade est aussi bien qui possible. »

# Nos Dépêches

*Par Fil Téléphonique spécial*

# LA GUERRE

## ENTRE l'Angleterre et le Transvaal

### AU CAP

### Un nouvel engagement

Londres, 26 novembre (arrivée le 27 au matin). — Le ministère de la guerre publie aujourd'hui la nouvelle d'un second engagement du général Methuen ; elle est ainsi conçue :

« Le Cap, 26 novembre, midi.—Lord Methuen annonce qu'hier, 25 novembre, à trois heures et demie du matin, il s'était mis en marche avec la 2e brigade d'infanterie montée, la brigade navale et deux batteries et suivi des gardes avec des bagages. Il rencontra, près de Graspan, 2,500 Boers avec six canons et deux mitrailleuses.

» Le combat s'engagea à six heures du matin. L'artillerie bombarda les hauteurs avec une grande précision, jusqu'à ce qu'elles parussent suffisamment dégarnies. L'infanterie et la brigade navale marchèrent alors à l'assaut. Les hauteurs furent emportées à dix heures du matin, après un combat acharné.

» Les Boers battirent en retraite dans une direction où le 9e lanciers avait été posté pour les intercepter. On ne connaissait pas le résultat de l'engagement sur ce point, au moment de l'envoi du télégramme. L'artillerie anglaise profita immédiatement de la retraite des Boers.

» Au début de l'action, 500 Boers avaient attaqué l'arrière garde anglaise, mais la brigade les repousse et protégea les flancs.

» La brigade navale a déployé la plus grande bravoure, mais elle a beaucoup souffert. On ne connaît pas encore les détails.

» Les Boers ont fait preuve de la plus grande opiniâtreté, et ils doivent avoir beaucoup souffert, il y a, à notre connaissance, 20 disparus, 31 tués et 45 blessés. Sur un seul point nous avons trouvé cinquante cadavres de chevaux.

» Une batterie anglaise a lancé jusqu'à cinq cents obus.

» La colonne anglaise restera une journée à Graspan pour se reposer et se ravitailler. Elle s'est magnifiquement conduite et est à même de surmonter toutes les difficultés.

» Rien ne qui concerne l'engagement de lundi passé, nous connaissons la mort de 81 Boers. Nous leur avons brûlé 64 voitures ; nous leur avons tiré 750 obus, 50,000 cartouches et une grande quantité de poudre.

» L'artillerie des Boers était commandée par Albrecht ; le corps des Boers était sous les ordres de Dolvry. »

### Succès inutile

Il est clair que les Anglais viennent de remporter à Graspan un succès. Ils ont occupé les positions des Boers. Mais après Graspan, comme après Belmont et après Modder Rivier, on ne peut que répéter la même observation. Occuper les positions des Boers, ce n'est pas battre les Boers. Ils ne résistent jamais à un assaut. Pour eux, une position en vaut une autre. Ainsi, battus à Belmont, ils livrent bataille deux jours après à Graspan, sept à huit mille pins loin au nord. Battus à Graspan, ils se battront demain un peu plus loin, jusqu'à ce qu'ils tentent un jour de couper la retraite à une colonne trop loin isolée. Leur mobilité les rend presque invulnérables. Belmont, Graspan : deux engagements heureux où les Anglais ont successivement occupé deux positions des Boers. Mais ce ne sont pas des victoires décisives. Car les Anglais ont perdu autant et plus de monde que leurs ennemis. Et ceux-ci sont encore en mesure de les attaquer.

Plusieurs points sont à noter dans la dépêche de lord Methuen. Les gardes n'ont pas donné. Ils étaient à la garde des bagages. Sans doute, leurs pertes, à Belmont, avaient été trop sérieuse. Un commando boer a pu venir attaquer les bagages pendant la bataille, il a été repoussé. Mais la tentative a sa signification. La résistance des Boers a été acharnée, bien qu'ils fussent en moins grand nombre. Les pertes de la brigade navale, qui s'est conduite avec héroïsme, paraissent avoir été énormes. Aux dernières nouvelles, on parle de rien moins que de trois capitaines de frégate et un lieutenant de vaisseau de tués. Le capitaine commandant du *Powerful* est au nombre des morts.

Le 9e lanciers, dont on n'a pas entendu parler après Belmont, était, nous dit-on maintenant, posté en arrière des Boers pour leur couper la retraite. La situation est un peu dangereuse. Lord Methuen dit qu'il n'a pas de nouvelles de leur sort. La colonne du général Methuen est obligée de s'arrêter. La moitié de ses forces ont été décimées à Belmont, l'autre à Graspan.

### Les officiers tués de la brigade navale

Londres, 27 novembre, 10 heures du matin. — Ce matin, à huit heures, le War-Office n'a encore communiqué aucun détail complémentaire sur le combat de Graspan qui a eu lieu dans la nuit du 24 au 25, à l'exception de la dépêche suivante, arrivée par le commandant sir R. Harris, et relative aux pertes des officiers de la brigade navale.

J'ai le profond regret de vous annoncer que les officiers dans les noms suivent sont tombés dans l'engagement de Graspan :

Capitaine Ebbiston du « Powerfu ». Tué.

Capitaine Scriber (infanterie de marine), de la « Doris ». Tué.

Capitaine Senior (artillerie de marine), du « Monarc ». Tué.

Capitaine de pavillon Prothers de la « Doris ». Tué.

Lieutenant Jones, de la « Doris ». Blessé.

C'est tout ce que je sais pour le moment.

Cette dépêche a causé une certaine émotion.

### Victoire chèrement payée

### Un régiment de cavalerie prisonnier.

Londres, 27 novembre. — On avoue au War-Office que le général Methuen a commis à Graspan la même faute de tactique que le général White à Glencoe.

Il apparaît comme certain que le 9e lanciers est prisonnier, subissant le même sort que le 18e hussards.

Les pertes anglaises sont plus considérables que dans aucun des combats précédents. De nombreux officiers supérieurs de la marine ont été tués.

L'opinion publique est vivement impressionnée.

Le général Methuen fait savoir qu'il va suspendre sa marche sur Kimberley ; il demande des renforts.

### RETRAITE DES BOERS EN NATALIE

Londres, 28 novembre. — Toutes les dépêches de Natalie annoncent la retraite des Boers de Joubert. La colonne de la Mooi river aurait non seulement atteint, mais dépassé Estcourt et serait maintenant à Frere. A quoi attribuer cette retraite si rapide ?

Le *Manchester Guardian* est informé d'Estcourt dimanche que les Boers établis au sud d'Estcourt dimanche ont commencé à reculer à la direction du Nord. Un coureur de Joubert a été pris. Il portait d'importantes dépêches. La bataille de Belmont y était relatée en termes qui montrent que l'affaire était jugée grave.

Ces dépêches de Joubert contiennent le passage suivant : « Les Boers n'ont pas encore perdu courage. Le commandant Botter a quitté Ladysmith avec un canon, une mitrailleuse et 200 hommes pour Greytown. Toutes nos forces battent en retraite pour remettre l'ordre parmi les Boers.

Le même coureur prétend que les Anglais ont pris deux gros canons aux Boers sous Ladysmith.

Estcourt, 27 novembre. — Dans leur retraite devant la reconnaissance effectuée par le général Hildyard, les Boers ont laissé aux Anglais une quantité de canons, de fusils, des munitions, des couvertures et une trentaine de chariots ; les Anglais ont fait quelques prisonniers.

Cette reconnaissance a empêché les Boers de conserver certaines positions dominant Estcourt, où ils avaient élevé des retranchements et installé quatre canons.

Londres, 27 novembre. — Une dépêche du *Times* (2e édition), en date de Mooi river station, 26 novembre, signale que les Boers ont battu en retraite sur la Buffalo Rivière et Estcourt et qu'ils ont quitté Frere où les Anglais sont arrivés.

Cependant, les Boers n'en sont pas moins établis fortement entre Estcourt et Pietermaritzburg.

Une dépêche d'Estcourt au même journal en date, 26, dit qu'une colonne volante partie d'Estcourt vers les position sud des Boers les a repoussés, près de highlands, et que les deux troupes sont maintenant à une portée de fusil l'une de l'autre.

# La Chambre

*Séance du 27 novembre 1899*

## Avant-séance

### La commission du budget

La commission du budget réunie cet après-midi, a décidé en principe la suppression des crédits affectés aux sous-préfectures.

Elle a, en outre, décidé de rétablissement des services pénitentiaires au ministère de la justice.

## LA SÉANCE

La séance est ouverte à 2 heures sous la présidence de **M. Deschanel.**

La Chambre adopte, après urgence déclarée, le projet relatif à la protection industrielle pour les objets admis à l'Exposition de 1900.

### La Grève des maréchaux ferrants

**Le président** — J'ai reçu une demande d'interpellation de M. Renou sur l'emploi de la troupe dans la grève des maréchaux ferrants de Paris.

**Le président du conseil** — Je ne puis accepter la discussion immédiate en l'absence du rapporteur suffisant.

M. Renou insiste pour la fixation à demain. Par 269 voix contre 214, l'interpellation est renvoyée à un mois.

### Les crédits extraordinaires

L'ordre du jour appelle la discussion d'un projet de loi ouvrant des crédits extraordinaires sur l'exercice 1899

**M. Fleury Ravarin.** — Le gouvernement du M. Dupuy a dû engager pour près de 60 millions de crédits extraordinaires, avec le seul agrément de la commission du budget. Cette brusques dépenses, engagée sans l'avis préalable des Chambres, a révélé l'insuffisance de la défense de notre littoral et du notre domaine colonial.

Notre organisation militaire, à ce point de vue, n'était pas, l'an dernier, à la hauteur des nécessités que pouvaient nous imposer les événements. (Très bien). On a dû faire, à la hâte, ce qui aurait dû être fait petit à petit, avec calme.

Aux colonies, le ministère s'est arrogé des prérogatives militaires sans avoir ni compétence, ni moyens d'action.

Je puis citer des faits : On a construit à Dakar, à Nouméa, sans consulter la marine, des batteries inutiles ou qu'il faudra démolir. L'amiral de Cuverville a signalé en parti j'ai été nécessaire de tout réorganiser, laisser à la guerre la défense des côtes, mais donner des ports militaires à la marine ; établir un conseil supérieur de la défense nationale. Le gouvernement doit avoir, sur ces questions, une politique et, s'il a besoin de s'éclairer, créer une commission extra-parlementaire (Applaudissements).

**M. Decrais**, ministre des colonies, répond.

Un décret de 1893 confère au ministère des colonies la défense extérieure et intérieure de notre domaine colonial.

Le ministère annonce qu'il a constitué un comité technique composé d'officiers généraux pour élaborer le programme définitif de défense.

L'ensemble des crédits extraordinaires demandés pour la défense des côtes et des colonies est évalué par **480** voix contre **44**.

### Le budget des affaires étrangères

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du budget des affaires étrangères.

### *Le meurtre de deux officiers en Chine*

**M. de l'Estourbeillon** rappelle l'attentat récent commis en Chine sur le personnel de deux officiers français. Il demande à la Chambre de s'associer au deuil qui a frappé les familles de ces deux officiers.

Il insiste pour que des réparations soient exigées du Céleste Empire. Laisser passer sans représailles de tels incidents, dit-il, c'est pousser trop loin le souci nouveau de restreindre notre domaine colonial. Si on ne le fait pas, on dira que la France n'a plus l'énergie et la force nécessaires pour se faire respecter. (Mouvements à gauche).

**M. Delcassé** répond. — Dès que j'ai eu la nouvelle de l'assassinat des deux officiers, j'ai immédiatement réuni la notre délégation en Chine l'ordre d'exiger des réparations du Céleste Empire. (Applaudissements à gauche).

**M. de l'Estourbeillon.** — Vous n'avez pas répondu à ma question (Bruit) et vous n'avez pas dit que les familles de ces officiers recevront des indemnités.

**M. Firmin Faure** et à gauche.

### L'INCIDENT DU "CORDOBA"

### Discours de M. Firmin Faure

**M. Firmin Faure.** — J'estime que le discours de M. le ministre des affaires étrangères prononcé à la dernière séance a besoin d'une réponse. M. le ministre a déclaré que le fait par un croiseur anglais à bord du *Cordoba*, dans les eaux du Delagoa-baie était permise, puisqu'il s'agissait de belligérants, mais le croiseur que le Transvaal et le Royaume-Uni étaient alors des belligérants.

Les déclarations du premier ministre de l'Angleterre étaient formelles à cet égard, le Transvaal était alors, aux yeux de l'Angleterre, un vassal qui se soulève contre un souverain.

L'orateur cite à la suite de son dire une circulaire allemande, qui a précisément prévu ce cas. (Applaudissements sur plusieurs bancs. C'est vrai.)

Du reste, continue-t-il, une note toute récente du gouvernement anglais déclare que depuis le 11 octobre l'état de guerre existe entre le Transvaal et l'Angleterre, mais lors de l'incident du Cordoba, la théorie de vassalité existait et ne permettait pas la visite d'un navire français par un navire anglais.

**M. Delcassé** s'est interpellé lui même vendredi. Mais a-t-il répondu à toutes les questions qui cet été posées. A-t-il fourni à la Chambre, depuis son entrée au ministère, toutes les notions nécessaires? **M. Delcassé.** — J'ai signé sept livres jaunes et je n'ai jamais refusé aucune explication sur la politique étrangère. (Très bien à gauche).

**M. Firmin Faure.** — Le ministre a laissé dans l'ombre la plupart des points qui eussent éclairé la direction politique suivie. Lui-même a si peu parlé de la question de Siam, qui est sur le tapis depuis de longues années; de la question d'Egypte, il n'en a pas parlé davantage. (Exclamations à gauche).

M. le ministre a critiqué la politique du noing tendu; sa politique à lui est bien plus celle du coup tendu.

Deux politiques s'offraient à lui: celle du rapprochement avec l'Allemagne, celle du rapprochement avec l'Angleterre. Laquelle a-t-il choisie? Personne ne le sait.

En attendant, nous assistons au rapprochement de l'Allemagne et de l'Angleterre contre nous.

La conclusion du discours de M. Delcassé est donnée par les articles de la presse étrangère. Le ministre français a été convié d'éloges par cette presse qui, depuis deux ans, nous abreuve d'outrages. C'est là son châtiment.

Il est à souhaiter qu'il monte à la tribune et qu'il s'explique. M. Jules Guesde a dit un jour que le quai d'Orsay subissait des influences occultes.

Il est temps que ces influences cessent.

Le gouvernement qui est sur ces bancs a été constitué pour le défendre, que tout le monde sait connaît : celui d'obtenir l'acquittement de Dreyfus. (Violentes interruptions).

Il faut séparer le ministère des affaires étrangères de la maison de la rue Lafitte. (Applaudissements à droite, exclamations et bruit à gauche).

**M. Lasies** interpelle violemment la gauche.

**M. Firmin Faure.** — Il est une personne...

**M. Deschanel** — Ne commettez pas de scandale.

**M. Firmin Faure.** — Ce serait mon droit.

**M. Deschanel** — Je respecte tous les droits.

**M. Firmin Faure.** — Je crois pouvoir témoigner à votre haute impartialité.

**M. Lasies.** — Très bien, très bien!

**M. Deschanel.** — Vous n'avez la parole que sur le budget.

**M. Firmin Faure.** — Je termine en conjurant le gouvernement de se débarrasser des influences occultes qui existent sur lui. (Applaudissements à droite. Cris : aux voix, aux voix!)

### Réponse de M. Delcassé

**M. Delcassé** répond. — Pendant des mois j'ai été critiqué sur des journalistes...

**M. Charles Bern** r.d. — C'est la deuxième édition.

**M. Delcassé.** — J'ai été critiqué par des journalistes qui eussent désouhaité ayant un poste à être du position. J'ai attaqué ces critiques. Personne ne s'est présenté.

J'ai pris moi-même les devants et j'ai apporté au Parlement des déclarations auxquelles je n'ajouterai rien. (Applaudissements)

**M. Delcassé.** — Depuis que l'esprit du parti ne recule rien même devant les intérêts supérieurs de la France. (Applaudissements à gauche, bruit à droite) au ministère des affaires étrangères est toujours sûr d'être spoylé casse-cou ou traître. Ces accusations ne valent et le ministre en fait tout juste le même cas (applaudissements).

### Discours de M. Millevoye

**M. Mil evoye** s'étonne que M. Delcassé se plaigne qu'on ne l'ait pas interpellé. Il est des heures où il faut se taire. Tout est confusion, incertitude en Europe.

Il rappelle le mot de M. Delcassé. « La France doit avoir la marine de sa politique. »

Qu'a fait M. Delcassé depuis qu'il est au pouvoir.

### Discours de M. Denys-Cochin

**M. Denys Cochin.** — Je m'étonne de la part d'hommes qui le vin-ences de prises et de polémique prononcé dans les affaires extérieures.

M. Delcassé leur attribuerait trop d'importance. Autant en emporte le vent.

Il est plus intéressant de consulter où en sont les questions pendantes avec l'Angleterre et l'Allemagne.

Pourquoi n'avoir pas profité des événements actuels pour régler certaines de ces questions?

**M. Denys Cochin** parle ensuite de la question chinoise. La Chine est ouverte maintenant au commerce universel. C'est une force économique d'une importance incalculable.

Que ferons-nous pour y prendre les avantages qui doivent nous revenir?

Il ne faut pas songer à des conquêtes, mais nous pouvons étendre pacifiquement notre sphère d'action dans le Yan-Tsam, notamment. Il faut que la France ait sur cet immenses marché sa très grande part.

La Russie, l'Allemagne, l'Angleterre se sont établies dans des conditions avantageuses. Soit, nous restons éloignés du centre d'action. Nous voyons les autres se mettre à table, mais nous ne sommes pas convés au festin (Applaudissements).

**M. Delcassé.** — Il y a trois ans que les Anglais, les Russes, les Allemands étaient installés en Chine.

**M. Denys Cochin.** — Raison de plus pour ne pas nous laisser evincer. Il faut une nous ayons comme les autres ouverte au Chine (Applaudissements) et que nous ne nous laissions devancer par personne.

**M. Denys Cochin** termine. — On a parlé de Fachoda. Cet événement ne suffit pas pour toute une campagne diplomatique.

Je ne veut pas de la politique du poing tendu, mais je ne veux pas davantage de la politique des bras croisés.

On crie : à demain.

**M. Deschanel** demande à la Chambre de continuer la discussion.

Le renvoi à demain n'est pas prononcé.

# LE BUDGET DES CULTES

La Chambre passe à la discussion des chapitres du budget des cultes.

Les trois premiers chapitres sont adoptés sans discussion.

### L'ambassade du Vatican

Sur le chapitre 4, **M. Delcassé** demande le maintien de l'ambassade du Vatican.

**M. Delcassé.** — Il y a d'un intérêt national du maintien de cette ambassade. Le pape peut n'être plus un souverain temporel. Force est de constater que la France est en immenses majorité catholique.

**M. Delcassé** continue. — Les autres d'Orient qui garde le souvenir de l'abrasser à la France catholique. (Applaudissements à droite).

Toute diminution de notre rôle religieux leur apparaît comme un affaiblissement de notre influence politique.

Le pays ne peut être rayé de notre histoire. (Applaudissements à droite. — Voix à gauche : Vive le roi! — Rires.)

Le pays a dû blâmer certains journaux catholiques. Mouvements divers.)

**M Lasies.** — Ce ne le regarde pas. (Bruit.) Vous allez mendier l'appui de la gauche.

**M. Delcassé** conclut. — La suppression de l'ambassade du Vatican est impossible tant que la France restera la grande puissance catholique. (Protestations à gauche. Applaudissements à droite. Bruit.)

**M. Lasies.** — Très bien, très bien!

*Une voix à gauche.* — A bas la calotte (bruit et cris : Tourgnol! Tourgnol! cris prolongés)

### Discours de M. Denys-Cochin

**M. Denys-Cochin** rend hommage au noble langage du ministre.

Le seul succès obtenu en Chine a été obtenu par des missionnaires ; mais les catholiques français ne meritent pas les reproches du ministre.

Les catholiques ont bien le droit de critiquer. Le gouvernement demande le maintien de l'ambassade du Vatican, mais il supprime les subsidiaires par des lois odieuses. (Très bien à droite).

Je voterai avec le gouvernement, dit en terminant **M. Denys Cochin**, mais parce que j'ai confiance en lui, mais pour le pape persévérer à rester le fidèle ami de la France. (Cris à gauche, applaudissements à droite).

### Discours de M. Mesureur

**M Mesureur**, président de la commission. — La commission, dit-il, a pu se tromper dans le choix du texte qui exprime le sentiment commun que cette incision était la conséquence de sa politique (bruit). Je souhaite que les représentants des partis extrêmes qui siègent dans le cabinet s'abstiennent comme le ministre du cabinet. (Bruit et rires).

**M Mesureur** continue. — La majorité de la commission n'ignore pas le passé glorieux dont a parlé M. Delcassé; mais il y a des choses qui sont vieuses et qui sont relégguées dans les musées. (Rires prolongés).

Nous respectons profondément les traditions.

**M. Lasies.** — Du musée, du musée.

**M. Mesureur** — Depuis la Révolution française, la France est plus une nation catholique. (Mouvements à droite, applaudissements à gauche).

Il est inique n'a pas à entretenir d'ambassade auprès du Vatican. (Applaudissements à gauche).

L'effort tenté par le gouvernement républicain n'a pas réussi à désarmer les catholiques. Dans certaines conditions, l'ambassade doit être supprimée. (Applaudissements à gauche).

### Discours de M. Ribot

**M. Ribot** — Ce débat ne peut se terminer sur les paroles apportées au nom d'une commission officielle. (Applaudissements à droite).

On a dit qu'il fallait dénoncer le Concordat à cause des excès de quelques journaux ; mais tous les ministres des affaires étrangères, depuis Gambetta jusqu'à M. Bourgeois ont compris l'impossibilité de ce vote.

**M. Bourgeois.** — Je voterai le crédit et j'estime ne pas donner par cela une satisfaction aux adversaires de la République. (Applaudissements).

**M. Ribot.** — Du parvis sévère mettent en discussion les plus respectables traditions.

Le président de la commission du budget a tenu un langage que l'on doit regretter. (Applaudissements à droite). Il faut voter le crédit dans l'intérêt de la France. Il faut dire que nous ne voulons pas rompre avec la politique traditionnelle. (Applaudissements à droite).

### Discours de M. Sembat

**M. Sembat** estime que dans les conditions actuelles de notre politique intérieure, le maintien de l'ambassade s'impose. On ne gagne rien aux duplicités. (Applaudissements à gauche). Il n'y a pas de distinction entre le clérical et le républicain. (Applaudissements à gauche).

**M. Fournière** interpelle violemment M. Aynard (tumulte)

**M. Aynard.** — Il y a au contraire la distinction la plus profonde.

**M. Sembat.** — Est-ce aussi l'opinion de M. Lemire et de M. Gayraud.

**M. Lemire.** — Je n'ai pas à suivre M. Sembat sur ce terrain.

**M Sembat** — On refuse donc de désavouer le cléricaux. (Exclamations à droite).

Il faut saisir cette occasion pour montrer que l'on veut le péril. Il est temps de en terminer, permettez-moi de vous adresser une prière. (Rire général et prolongé. — Bruit à gauche, tumulte.)

**M. le président** — Laissez-la prier. (Rires et applaudissements.)

**M. Sembat** conclut en demandant au gouvernement de ne pas nous jouer la comédie de confiance (exclamations et rires) pour ne pas vous mettre, dit-il, dans l'obligeante nécessité de vous voir maintenu par une majorité de droite. (Applaudissements à gauche.)

La discussion est close.

# VOTE DU MAINTIEN de l'ambassade

On met ensuite aux voix le chapitre IV avec les chiffres proposés par le gouvernement.

Ce chapitre est adopté par **349** voix contre **202**.

Les chapitres 3 à 8 sont adoptés et la séance est levée à 7 heures 25.

La prochaine séance est fixée à demain.

### *Physionomie de la Chambre*

Bien que l'on parle d'une interpellation sur les grèves, les couloirs du Palais-Bourbon ne sont pas très animés aujourd'hui et la séance de la Chambre semble devoir être calme.

On vient de distribuer un projet de résolution de M. Hausemann qui semble assez rationnel et qui a pour but d'accélérer la discussion du budget.

M. Haussmann demande que lorsque la discussion du budget d'un ministère sera commencée aucun amendement nouveau ne tendant à augmenter les dépenses ne puisse plus être déposé.

A partir de ce moment, les députés n'auront plus que la faculté de déposer des amendements ayant pour but, soit de réduire le chiffre des dépenses, soit de retablir les chiffres proposés par le gouvernement et reduits par la Commission.

M. Renou, socialiste-révolutionnaire-alliemiste, veut interpeller le gouvernement sur l'emploi de soldats au cours de la grève de marechaux-ferrants de Paris.

M. Waldeck-Rousseau, à qui cette interpellation ne plaît pas, demande à la Chambre de la retarder et l'Interpellation de M. Renou est renvoyée à un mois, presque aux calendes grecques.

M. Fleury-Ravarin jette ensuite un cri d'alarme sur l'état dans lequel se trouvait la défense de nos côtes au moment des incidents de Fachoda. Il tient à savoir si maintenant la situation est meilleure.

M. Decrais, ministre des colonies, s'efforce de le rassurer ainsi que la Chambre. Il y réussit sans doute, puisque la Chambre vote à une grosse majorité les crédits à propos desquels M. Fleury Ravarin a soulevé ce débat.

On reprend le budget des affaires étrangères. Nous avons d'abord l'interlude de M. de l'Estourbeillon, puis M. Firmin Faure, très violent